

Suivi des décisions et orientations du 29e Congrès – 2021
ainsi que des Conseils syndicaux du cycle d'activité



Et si
ENSEMBLE on défendait
demain?

Congrès 2024

présenté par



Desjardins
Assurances

Suivi des décisions et orientations du 29^e Congrès – 2021 ainsi que des Conseils syndicaux du cycle d'activité

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
ORIENTATION DE L'EXÉCUTIF NATIONAL				
AXE 1 : LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES				
Décision ([29-C, R-8] R-1, recommandation n° 1)				
Que le SFPQ déploie, d'ici la fin du prochain cycle, les moyens nécessaires afin de prioriser le courriel comme moyen de communication avec ses membres.	Récurrance annuelle Cartographie de l'utilisation du courrier Personnalisation des courriels (technologie) Courriels de l'employeur via CMMRP Envois hybrides	Patrick Audy François Croteau Denis Landry Service des communications	En continu	Des sollicitations ont été réalisées en 2020 et des solutions permanentes sont en développement pour que les dirigeants puissent faire des envois eux-mêmes via les SFPQ en ligne. Création de courriels pour chacune des sections, cela permet à toutes les personnes de la section d'accéder et de travailler avec Windows 365.
Décision ([29-C, A-10] R-1, recommandation n° 2 - amendée)				
Que le SFPQ développe et rende accessible à ses membres une offre de services en ligne d'ici la fin du prochain cycle d'activité et que cette offre de service comprenne un volet de formation et d'éducation politique pour l'ensemble des membres du SFPQ.	Développement en ligne Formation en ligne	Patrick Audy Michel Girard Denis Landry Service de la formation	2024	La formation « Mesures disciplinaires et administratives » est disponible sur <i>Mon SFPQ en ligne</i> depuis le mois de juin 2021.
Encadrer la transformation numérique de l'État				
Décision ([29-C, R-11] R-1, recommandation n° 3)				
Que le SFPQ revendique une transformation numérique de l'État québécois au service des citoyennes et des citoyens et dans le respect des travailleuses et des travailleurs du secteur public.	Toutes les formes de transformations numériques incluant l'intelligence artificielle. Outils nos membres CMMRP Interventions (sorties publiques, etc.)	Michel Girard François Croteau Service de la Recherche	En continu Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité	Participation aux consultations du Conseil de l'innovation, comité d'expert sur l'intelligence artificielle et impacts substantiels sur le rapport rendu aux ministres Caire et Fitzgibbon. Démarches de lobby entamées auprès du MCN et participation à la formation d'une coalition contre la dématérialisation des services publics. Plan d'action en matière de dématérialisation des services adopté en mars 2024. Travail en coalition pour les virages numériques CNESST, MJQ et MESS, ainsi qu'éducation d'élus

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
				provinciaux. Dossier sur le virage SAAQclic médiatisé en octobre 2023.
<p>Décision ([29-C, R-12] R-1, recommandation n° 4)</p> <p>Que le SFPQ réclame la mise en application des normes les plus sécuritaires pour la cueillette et le traitement des données détenues par le gouvernement afin de protéger le droit à la vie privée des travailleuses et des travailleurs, de même que celui des citoyennes et des citoyens.</p>	Projets de loi n° 64 et loi n° 95	Michel Girard François Croteau Service de la Recherche	En continu Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité	Un mémoire a été déposé lors des consultations particulières le 10 juin 2021. Cette réclamation spécifique se poursuivra à travers la recommandation précédente (#3).
<p>Décision ([29-C, R-13] R-1, recommandation n° 5)</p> <p>Que le SFPQ poursuive ses recherches sur le déploiement de l'intelligence artificielle dans la fonction publique et parapublique afin d'étudier l'impact qu'elle aura sur les corps d'emplois représentés par le SFPQ ainsi que sur les services publics.</p>	Poursuite intelligence artificielle	Michel Girard François Croteau Service de la Recherche Patrick Audy Classification	En continu Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité	Mandat structurant entamé à l'Observatoire sur l'intelligence artificielle. Mandat structurant entamé à l'Observatoire sur l'intelligence artificielle. Participation aux consultations du Conseil de l'innovation, comité d'expert sur l'intelligence artificielle et impacts substantiels sur le rapport rendu aux ministres Caire et Fitzgibbon. Démarches de lobby entamées auprès du MCN. Accumulation d'informations en continu, et Plan d'action en matière de dématérialisation et d'intelligence artificielle adopté en mars 2024.
Renforcer la démocratie syndicale par le mode numérique				
<p>Décision ([29-C, R-14] R-1, recommandation n° 6)</p> <p>Que le SFPQ évalue et offre la possibilité de participer virtuellement aux assemblées syndicales.</p>	Projet pilote pour un premier essai	Martine Duchesne Michel Girard François Croteau Denis Landry Service de la Recherche	Réalisé	Depuis novembre 2022, le Conseil syndical est en mode hybride. Notre salle du 5100 des Gradins est maintenant dotée de la technologie nécessaire pour tenir des instances en mode hybride. Certaines autres instances peuvent également se tenir en hybride.
<p>Décision ([29-C, R-15] R-1, recommandation n° 7)</p> <p>Que le SFPQ puisse avoir recours à des référendums et des tournées d'assemblées virtuelles pour des sujets relatifs à la négociation ou pour toute autre question.</p>	Projet pilote pour un premier essai Développer et mettre en application la Politique sur les instances virtuelles	Martine Duchesne François Croteau Service de la Recherche Chantal Sanscartier	Réalisé	La <i>Politique sur les instances virtuelles et les consultations numériques</i> a été adoptée au Conseil syndical de juin 2022.
<p>Décision ([29-C, R-16] R-1, recommandation n° 8)</p> <p>Que le SFPQ soutienne le recours à des assemblées syndicales virtuelles pour les sections locales qui le désirent.</p>	Lien Zoom et formation	Martine Duchesne François Croteau Denis Landry Service informatique	En continu	Les gens ont eu la formation et sont autonomes. Au besoin, le personnel est en soutien.

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
<p>Décision ([29-C, A-18] R-1, recommandation n° 9 - amendée)</p> <p>Que le Congrès mandate l'Exécutif national de produire une politique pour encadrer le recours aux consultations numériques et aux instances virtuelles.</p>	Projet pilote pour un premier essai	<p>Martine Duchesne</p> <p>François Croteau Service de la Recherche Chantal Sanscartier</p>	Réalisé	Après une consultation des services impliqués, une première version de la politique a été présentée à l'Exécutif national et au Bureau de coordination national. La politique a été présentée et adoptée au Conseil syndical de juin 2022.
AXE 2 : LES CHANGEMENTS DE PRATIQUES				
Militer pour des droits en télétravail				
<p>Décision ([29-C, R-19] R-1, recommandation n° 10)</p> <p>Que le SFPQ documente l'évolution du télétravail dans les accréditations qu'il représente et qu'il milite pour l'introduction d'une protection accrue pour les personnes en télétravail dans le droit du travail québécois.</p>	Sondage à nos membres Documenter via CMMRP ou COT	<p>Patrick Audy Michel Girard</p> <p>François Croteau Service de la Recherche Guillaume Maheux Bianca Cordero</p>	<p>En continu</p> <p>Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité</p>	<p>Proposition de démarche de recherche présentée à l'Exécutif national le 23 septembre 2021. Cette démarche a également été présentée lors des Forums concernés à l'automne 2021.</p> <p>Une première enquête par questionnaire a été menée auprès de l'ensemble des personnes cotisantes en 2022; et une seconde en 2023. Un volet qualitatif sera réalisé en 2024.</p> <p>Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité.</p>
Assurer la santé psychologique au travail				
<p>Décision ([29-C, A-23] R-1, recommandation n° 11 - amendée)</p> <p>Que le SFPQ réalise une étude sur la santé psychologique au travail des travailleuses et travailleurs de la fonction publique québécoise et des unités parapubliques.</p>		<p>Michel Girard Patrick Audy</p> <p>François Croteau</p>	<p>2024</p> <p>Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité</p>	<p>Le projet de recherche avec l'UL s'échelonne jusqu'en août 2024. Un volet a été ajouté, soit d'inclure la création de fiches RPS pour les milieux de travail ayant eu suffisamment de répondants.</p> <p>Les résultats de cette étude seront divulgués au cours de l'année 2024.</p> <p>La partie qualitative sera réalisée après réception du rapport long de l'UL, et s'articulera autour de certains milieux de travaux identifiés comme prioritaires dans les fiches RPS transmises.</p> <p>Des résultats préliminaires de l'étude seront divulgués lors du Congrès.</p>

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
Encadrer la gestion des actifs du SFPQ				
<p><u>Décision ([29-C, R-25] R-1, recommandation n° 12</u></p> <p>Que le Congrès entérine une répartition financière des avoirs du SFPQ assurant la pérennité de notre organisation et permettant une saine gouvernance de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> Fonds général d'administration (FGA) : 10 M\$ Fonds de défense professionnelle (FDP) : 20 M\$ 		<p>Benoit Malo</p> <p>Denis Landry</p>	Réalisé	Une politique et un règlement ont été adoptés au Conseil syndical de novembre 2021.
<p><u>Décision ([29-C, R-26] R-1, recommandation n° 13</u></p> <p>Que le mandat de procéder à la rédaction d'une politique de gestion financière des surplus du Fonds de défense professionnelle (FDP) du Syndicat soit confié à la Trésorerie générale, et que cette politique soit soumise pour adoption au Conseil syndical ordinaire suivant le présent Congrès.</p>		<p>Benoit Malo</p> <p>Comité de placements</p>	Réalisé	Une politique et un règlement ont été adoptés au Conseil syndical de novembre 2021.
<p><u>Décision ([29-C, R-27] R-1, recommandation n° 14</u></p> <p>Que l'on mandate le Conseil syndical ordinaire suivant l'adoption du présent rapport pour qu'il revoie, le cas échéant, la répartition financière des deux fonds du SFPQ, et ce, dans un principe de saine gestion.</p>		<p>Benoit Malo</p> <p>Comité de placements</p>	Réalisé	

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
AXE 3 : LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES				
Améliorer les pratiques du Syndicat				
<p>Décision ([29-C, A-31] R-1, recommandation n° 15 - amendée)</p> <p>Que le SFPQ, dans une démarche participative incluant les paliers local, régional et national, prenne les moyens pour améliorer significativement son impact environnemental, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En assurant une veille des émissions de GES de ses propres activités, la réduction des émissions de GES associées à ces activités, en rachetant ses émissions de carbone produites par ces activités et en visant la carboneutralité d'ici la fin de 2021; • En détenant un portefeuille de placement ayant une empreinte carbone plus faible que le marché d'ici la fin de 2025; • En planifiant la réduction des déchets produits par ses activités et en accroissant la récupération de ses matières recyclables 	<p>Établir chaque année, à compter du début de 2022, le portrait annuel des émissions de GES du Syndicat.</p> <p>Préparer une proposition de Politique sur les événements et les instances écoresponsables, pour adoption par l'Exécutif national, d'ici 2022.</p> <p>Assurer le suivi de l'empreinte carbone du portefeuille de placements du Syndicat d'ici 2025.</p> <p>Assurer le suivi de la réduction des déchets produits par le Syndicat et l'accroissement de la récupération, au cours du cycle d'activité.</p>	<p>Michel Girard</p> <p>François Croteau Louis-Joseph Saucier Comité de placements</p>	<p>Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité</p>	<p>Un premier bilan annuel des émissions de GES de l'organisation a été présenté au Conseil syndical de novembre 2023, et des crédits de compensation carbone ont été achetés pour compenser les émissions de gaz à effet de serre du Syndicat de 2021 et de 2022.</p> <p>Un travail important a été réalisé en lien avec les placements versus la diminution des GES.</p> <p>Le comité de l'environnement a tenu des rencontres et s'est d'abord penché sur des propositions d'amélioration du bilan environnemental du Syndicat, y compris sur le plan des matières résiduelles.</p> <p>Le Syndicat a aussi commencé à se faire accompagner par le Conseil québécois des événements écoresponsables en vue de rendre le prochain Congrès plus écoresponsable, attesté à cet égard par la norme BNQ en gestion responsable d'événements.</p>
<p>Décision ([29-C, R-32] R-1, recommandation n° 16)</p> <p>Que le SFPQ, dans une démarche participative incluant les paliers local, régional et national, fasse pression sur le gouvernement du Québec pour qu'il améliore significativement l'impact environnemental des ministères et organismes de la fonction publique et parapublique, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En faisant des représentations, en alliance avec des partenaires, pour l'adoption d'une loi visant la carboneutralité de l'État québécois et en assurant une veille des démarches des ministères et organismes de la fonction publique et parapublique pour diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre (GES); 	<p>Au sein du RIC, mobiliser des partenaires et préparer des représentations en vue de l'adoption d'une loi visant la carboneutralité de l'État québécois.</p> <p>Contribuer, avec le CNJ, à l'établissement d'un réseau de personnes déléguées voué à l'amélioration environnementale des ministères et organismes de la fonction publique et parapublique.</p>	<p>Michel Girard</p> <p>Louis-Joseph Saucier, en collaboration avec le CNJ pour le réseau en environnement et avec la personne conseillère aux avantages sociaux pour le RREGOP</p>	<p>Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité</p>	<p>Le SFPQ a produit un mémoire en février 2023 pour la commission parlementaire qui a étudié le projet de Politique gouvernementale de développement durable 2023-2028, où le Syndicat a entre autres proposé une loi visant la carboneutralité de l'État québécois et une amélioration significative de l'impact environnemental des M/O, notamment en matière d'acquisition, de transport et de matières résiduelles.</p> <p>La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) a annoncé qu'elle désinvestirait de l'industrie du pétrole. Comme il y a encore l'industrie du gaz naturel dans ses portefeuilles, le SFPQ a financé en intersyndicale une recherche menée par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) qui démontre que le</p>

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> En poursuivant ses représentations, en alliance avec des partenaires, pour que le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGGOP) se désinvestisse de l'industrie des énergies fossiles et pour que la Caisse de dépôt et placement du Québec réduise toujours plus rapidement l'empreinte carbone de ses investissements; En faisant des représentations afin que les ministères et organismes de la fonction publique et parapublique réduisent les déchets produits par leurs activités, accroissent la récupération de leurs matières recyclables et rendent compte publiquement de leurs efforts. 				<p>désinvestissement de l'industrie des hydrocarbures par la CDPQ et le RREGGOP est avantageux pour les épargnants, et permet de connaître les nouvelles avenues d'investissement en dehors des hydrocarbures.</p>
Améliorer les politiques publiques				
<p><u>Décision ([29-C, R-33] R-1, recommandation n° 17</u></p> <p>Que le SFPQ, dans une démarche participative incluant les paliers local, régional et national, fasse pression sur le gouvernement du Québec pour qu'il adopte des politiques publiques favorables à la transition écologique juste, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> En poursuivant son engagement dans des coalitions vouées à la transition juste constituées d'organisations syndicales ou d'autres organisations de la société civile; En menant des analyses, en collaboration avec des partenaires, pour mieux connaître l'empreinte carbone des emplois de la fonction publique et parapublique du Québec; <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> En poursuivant ses analyses et ses représentations en alliance avec des partenaires, pour promouvoir une relance post-COVID et une transition du Québec vers la carboneutralité qui supposent que la fonction publique et parapublique accroît son offre de services publics et offre un plus grand nombre d'emplois à faible empreinte 	<p>Poursuivre l'engagement au sein du Front commun pour la transition énergétique et du Réseau intersyndical pour le climat.</p> <p>Obtenir, possiblement en alliance avec d'autres syndicats du RIC, la production d'une étude permettant de connaître l'empreinte carbone des emplois de la fonction publique et parapublique du Québec.</p> <p>Dans le plan d'action sur la relance puis à sa suite, tabler sur la proposition d'un accroissement des emplois publics de qualité et à faible empreinte carbone et sur l'essor de l'offre de services de la fonction publique et parapublique pour toutes les régions.</p>	<p>Michel Girard</p> <p>Louis-Joseph Saucier</p>	<p>Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité</p>	<p>Dans son mémoire déposé en février 2023 pour le projet de Politique gouvernementale de développement durable 2023-2028, le SFPQ a proposé de favoriser les emplois du secteur public, dont ceux de la fonction publique et parapublique, pour la transition juste du Québec.</p> <p>Dans un engagement actif auprès du Réseau intersyndical pour le climat (RIC) et du Front commun pour la transition énergétique (FCTE), le Syndicat a proposé des webinaires ou journées d'ateliers au sujet de la transition juste en milieu de travail, et a aussi pris position en faveur de la protection de l'environnement et d'un meilleur rôle de l'État québécois dans la transition, en réclamant notamment la tenue d'un véritable débat de société et d'une consultation publique élargie sur l'avenir énergétique du Québec.</p>

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
carbone et de meilleure qualité, et ce, pour toutes les régions du Québec.				
Décision ([29-C, P-35] R-1, proposition n° 5) Que le SFPQ ajoute le terme « parapublique » à « fonction publique » chaque fois que nécessaire dans ses différentes plates-formes et communications verbales et écrites afin de favoriser l'inclusion et le sentiment d'appartenance des membres de ses accréditations.		Patrick Audy Martine Duchesne François Croteau	Réalisé	La pratique a été adoptée et sera maintenue.
Face aux changements : Des États généraux pour l'avenir				
Décision ([29-C, R-28] R-1, recommandation n° 18) Que le SFPQ organise les « États généraux de la fonction publique » au cours du prochain cycle d'activité, et qu'une publication soit produite à la suite de cet événement.	400 000\$	Christian Daigle Michel Girard François Croteau Isaïe Nicolas Sénéchal-Dubois	Automne 2024 Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité (jusqu'en novembre 2024)	Une somme de 400 000\$ provenant des revenus de placements de 2021 a été réservée par le Conseil syndical de juin 2022. Les rencontres des groupes de discussion sont débutées depuis juin 2023. En février 2024, l'appel de contribution aux organisations externes a été lancé et le cahier de synthèse des doléances a été rendu public. Un calendrier sommaire du sommet a été adopté. Le cahier de préparation au sommet devrait être rendu public en août 2024.
Orientations du Comité national des femmes				
Décision ([29-C, R-38] R-5, recommandation n° 1) Que le SFPQ sensibilise les membres de l'Exécutif national, les personnes représentantes régionales, les membres de la direction ainsi que l'ensemble du Réseau des femmes sur l'ADS+.	Que le SFPQ acquière le réflexe d'intégrer l'ADS+ dans ses réflexions et ses prises de décisions.	Nathalie Garvin François Croteau	Réalisé	Une demande a été faite pour préparer une séance de sensibilisation sur ce qu'est l'ADS+. Une formation par l'organisme Relais-Femme a été dispensée aux RRCF et adjointes de même qu'à certaines personnes élues du palier national le 27 janvier 2023.
Décision ([29-C, R-39] R-5, recommandation n° 2) Que le SFPQ en collaboration avec le CNF revendique auprès du Conseil du trésor la production d'une analyse différenciée	Mettre en évidence les impacts du télétravail sur le parcours professionnel du personnel féminin de la fonction publique et parapublique.	Martine Duchesne Karine Dextras-Paquette François Croteau	En continu	Une ADS sera intégrée au projet de recherche du SFPQ sur le télétravail.

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
selon le sexe au courant des prochaines années pour connaître l'impact du télétravail sur les trajectoires professionnelles du personnel féminin de la fonction publique.	En lien avec la proposition sur le télétravail, voulant que le SFPQ documente l'évolution du télétravail dans les accréditations qu'il représente, pour faire suite au dépôt par le Conseil du trésor de la Politique sur le télétravail, qu'il produise une analyse selon l'ADS+ pour mesurer les impacts du télétravail sur le personnel féminin.			Le CNF se donne le cycle d'activité pour se doter d'outils afin de conscientiser le Conseil du trésor. Le SFPQ a demandé que l'évaluation de la politique-cadre sur le télétravail fasse l'objet d'une ADS lors du comité interronde sur le télétravail.
Décision ([29-C, P-40] R-5, proposition n° 1) Que soit ajoutée à l'ordre du jour, lors des Forums des accréditations, une période d'éducation et/ou de sensibilisation en lien avec la condition féminine.		Martine Duchesne François Croteau	Réalisé et récurrent	Depuis les Forums de juin 2021.
Orientations du Comité national des jeunes				
Décision ([29-C, R-42] R-6, recommandation n° 1) Que le CNJ poursuive la publicisation et le maintien de la Journée de la relève afin de l'intégrer entièrement au cours du prochain cycle.	La journée de la relève doit être tenue dans chacune des régions chaque année.	Christian Daigle François Croteau	En continu	Réalisé en 2022 sur le thème du salaire minimum. Réalisé en 2023 sur le thème « Nous faisons une différence! »
Décision ([29-C, R-43] R-6, recommandation n° 2) Que le CNJ obtienne la collaboration des régions afin d'obtenir l'information sur les activités jeunes tenues localement avant chaque Conseil syndical		Karine Dextras-Paquette François Croteau	Réalisé	Deux courriels automatiques sont envoyés aux sections et bureaux régionaux pour obtenir les informations sur les activités tenues localement. Une compilation est réalisée et transmise via le rapport du CNJ à chaque Conseil syndical.
Décision ([29-C, R-44] R-6, recommandation n° 3) Que le CNJ développe et entretienne des relations avec les réseaux jeunes des autres organisations.		Karine Dextras-Paquette François Croteau	Réalisé	Le CNJ contacte les comités jeunes des autres centrales syndicales ou syndicats avant chacun des réseaux (APTS, FIQ, CSQ, SPGQ etc.).
Décision ([29-C, R-45] R-6, recommandation n° 4) Que le SFPQ priorise la présence humaine dans l'accueil de ses nouveaux membres ainsi que dans l'entretien des liens entre les membres et les différents paliers de l'organisation.	Nouvelles personnes déléguées	Karine Dextras-Paquette Martine Duchesne François Croteau	Réalisé	Le CNJ a fait les représentations auprès des services concernés afin que l'accueil des nouveaux membres soit priorisé en présence humaine.

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
<p><u>Décision ([29-C, R-46] R-6, recommandation n° 5</u></p> <p>Que le CNJ propose, à la suite des mesures administratives au SFPQ, de prendre en charge la diffusion de la formation à l'ensemble du Réseau des jeunes.</p>		Christian Daigle	En cours	La formation sera revue par le conseiller à la formation et à la mobilisation et sera transformée en mode virtuel.
<p><u>Décision ([29-C, R-47] R-6, recommandation n° 6</u></p> <p>Que le CNJ propose de mettre à jour la formation des RRJ et des RLJ afin de se centrer sur le côté pratique du rôle tout en considérant les différentes réalités des régions et d'utiliser les technologies virtuelles comme les visioconférences pour former les nouvelles personnes dès leur arrivée.</p>		Karine Dextras-Paquette Sylvain Déry	Réalisé	Le CNJ a fait les représentations auprès de la personne conseillère responsable du dossier de la formation.
<p><u>Décision ([29-C, V-48] R-6, recommandation n° 7 - Vœux</u></p> <p>Que les membres du CNJ soient assujettis à la politique de location de véhicules et qu'ils poursuivent l'utilisation régulière des moyens technologiques lors des diverses rencontres du Comité dans le but de limiter les frais</p>		Karine Dextras-Paquette	Réalisé	Le CNJ applique déjà la <i>Politique relative aux frais de déplacement des personnes élues</i> . En respect des modalités de modification de la réglementation, une demande de modification de la réglementation sera faite à l'automne 2023.
<p><u>Décision ([29-C, R-49] R-6, recommandation n° 8</u></p> <p>Que le CNJ, ainsi que la personne représentante régionale responsable du dossier des jeunes, soient informés lorsqu'il y a de nouveaux membres jeunes dans l'organisation afin de pouvoir accueillir la relève syndicale par l'entremise des personnes responsables locales jeunes.</p>		Karine Dextras-Paquette Benoit Malo	Réalisé	Faire sortir la liste deux fois par année.
<p><u>Décision ([29-C, R-50] R-6, recommandation n° 9</u></p> <p>Que le CNJ soit plus souvent mis à contribution dans l'avenir, notamment lorsque l'organisation décidera d'intervenir, soit sur la place publique ou après le dépôt d'une nouvelle loi, afin de pouvoir jouer son rôle de comité consultatif dans le cadre de son mandat.</p>		Karine Dextras-Paquette	Réalisé	Le CNJ reçoit la vigie et la post-vigie afin qu'il puisse faire des représentations concernant des projets de loi qui auraient des impacts sur le rôle ou le mandat des jeunes.

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
<p><u>Décision ([29-C, R-51] R-6, recommandation n° 10</u> Que le SFPQ favorise la création de comités environnementaux à l'interne et dans les milieux de travail qu'il représente.</p>		Karine Dextras-Paquette Patrick Audy (CMMRP) Sylvain Déry	Réalisé	Faire des liens avec la plateforme pour la transition juste. Le CNJ siège sur le comité interne environnement du SFPQ.
<p><u>Décision ([29-C, R-52] R-6, recommandation n° 12</u> Que par l'entremise des bureaux régionaux, que le CNJ invite les secteurs de travail dans les activités du Réseau des jeunes dans un but de mobilisation des jeunes de ces secteurs.</p>		Karine Dextras-Paquette	Réalisé	À chaque réseau, le CNJ fait les démarches pour favoriser leur présence.
<p><u>Décision ([29-C, R-53] R-6, recommandation n° 13</u> Que le CNJ élargisse la diffusion de leur documentation afin de contribuer à une meilleure éducation syndicale sans égard à l'âge afin de favoriser une meilleure implication syndicale.</p>		Karine Dextras-Paquette Patrick Audy François Croteau	Réalisé	Publication d'infolettre, d'un Balado et activité Facebook. Création de fiches d'information pour remplacer le guide. Planification d'une remise en place de la page Web du Réseau des jeunes avec toute la documentation produite par le Réseau.
AFFAIRES NOUVELLES				
<p><u>Décision ([29-C, P-58, A-59 et A-60] Affaires nouvelles, proposition n° 2 - amendée</u> Que les congressistes mandatent les membres du Bureau de coordination national (BCN) afin de mettre en place un comité formé d'élus locaux, régionaux et nationaux dans le but de revoir la structure et le mode de fonctionnement du palier local et régional et en faire rapport lors du Conseil syndical précédant le début des travaux du Comité des <i>Statuts</i>.</p>		Martine Duchesne Benoit Malo Gabriel Arruda (2021-2022) Julien Gaudreau	Réalisé	Après plusieurs rencontres, le comité a finalisé ses travaux. Le rapport du comité a été présenté au Conseil syndical de juin 2023. Une personne conseillère a accompagné les travaux de ce comité.
<p><u>Décision ([29-C, P-62] Affaires nouvelles, proposition n° 3</u> Que le SFPQ fasse pression sur le gouvernement, le Conseil du trésor, et lors de ses discussions avec les personnes dirigeantes des ministères et organismes afin que l'État québécois se conforme à la décision de la Cour supérieure du Québec du 28 janvier 2021 (2021 QCCS 191) :</p>		Christian Daigle	Réalisé	Cette recommandation a été réalisée suivant le projet de loi 2 qui a été adopté au printemps 2022 par le gouvernement du Québec.

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> • Qui a jugé inconstitutionnelle l'exigence selon laquelle les personnes ne peuvent être désignées uniquement comme étant, soit des hommes, soit des femmes; • Déclaré que le parent trans a le droit de modifier la désignation sur l'acte de naissance de son enfant et, ainsi, être reconnu comme « parent » au lieu de seulement « mère » et « père »; • Levé l'obligation d'avoir la citoyenneté canadienne pour pouvoir changer de nom ou de mention de sexe sur ses documents officiels. 				
Nos alliances				
<p><u>Décision ([29-CS-02-R-31) Mobilisation Recommandation n° 1</u></p> <p>Que le Conseil syndical mandate l'Exécutif national et les personnes représentantes régionales politiques et techniques pour mettre en place le plan d'action national pour la mobilisation du palier local.</p>		Martine Duchesne	Réalisé	Les différentes étapes du plan de mobilisation sont en cours.
<p><u>Décision ([29-CS-02-R-33) Salaire minimum Recommandation n° 2</u></p> <p>Que le SFPQ modifie sa revendication pour un salaire minimum de 15 \$ de l'heure pour la hausser à 18 \$ de l'heure.</p>		Michel Girard	Réalisé	Proposition adoptée au Conseil syndical de novembre 2021.
<p><u>Décision ([29-CS-02-P-34) Proposition n° 2</u></p> <p>Que le SFPQ milite pour un plafonnement du coût de la vie, notamment contre l'augmentation du coût de l'électricité et des télécommunications, et que le SFPQ revendique aussi un renforcement de la surveillance gouvernementale des augmentations de loyer.</p>		Michel Girard	Réalisé	<p>Fait partie du plan d'action du plan de relance.</p> <p>Les revendications ont été intégrées dans le plan de relance. De plus, des dénonciations relativement à la crise du logement ont été menées au courant de l'hiver et du printemps 2023 avec des groupes de la société civile.</p>

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
<p>Décision ([29-CS-02-R-36) Recommandation n° 3</p> <p>Que le Conseil syndical recommande l'adhésion du SFPQ au Réseau intersyndical sur le climat.</p>		Michel Girard	Réalisé	Depuis novembre 2021.
Décisions des Conseils syndicaux				
<p>Décision ([29-CS-02-P-25) Prévisions budgétaires 2022 proposition n° 3</p> <p>Que le SFPQ ajoute 3 jours de libération à la banque de libérations de 7 jours.</p>		Benoit Malo	Réalisé	Une campagne a eu lieu à l'été 2022 et une 2 ^e campagne aura lieu à l'été 2023.
<p>Décision ([29-CS-02-P-27) Prévisions budgétaires 2022 proposition n° 5</p> <p>Qu'un budget spécifique soit alloué pour une campagne de publicité pour protéger les membres qui travaillent sur la route.</p>		Benoit Malo Patrick Audy Guillaume Maheux	Réalisé	Une campagne a eu lieu à l'été 2022 et une 2 ^e campagne aura lieu à l'été 2023.
<p>Décision ([29-CS-02-P-35) Rapport de l'Exécutif national – proposition n° 3</p> <p>Que le SFPQ puisse promouvoir auprès du gouvernement, la subvention à la construction de logement locatif afin de pallier la hausse des coûts du logement à la désuétude du parc locatif.</p>		Michel Girard	Se poursuivra lors du prochain cycle d'activité	Nous collaborons avec le Regroupement des comités de logement et d'association de locataires du Québec depuis décembre 2022 pour défendre l'accès au droit au logement vis-à-vis le Tribunal administratif du logement. Compte tenu du nouveau programme d'habitation abordable du Québec, nous devons analyser la façon dont nous traiterons le dossier pour le futur. Le dossier est en traitement continu.
<p>Décision ([29-CS-03-R-60) Rapport de l'Exécutif national – recommandation n° 3</p> <p>Que le Conseil syndical autorise de façon exceptionnelle l'Exécutif national à réserver la somme de 400 000 \$ provenant des revenus de placements de l'année 2021 afin de mettre en place les États généraux sur la fonction publique afin de réaliser la recommandation adoptée par le 29^e Congrès.</p>		Benoit Malo		Les sommes requises ont été incluses au budget 2024.
<p>Décision ([29-CS-04-P-89) Rapport de l'Exécutif national – proposition n° 1</p> <p>Que les personnes représentantes régionales puissent effectuer les démarches auprès des propriétaires des immeubles des bureaux régionaux afin d'installer des bornes de recharge électriques au bénéfice des usagers.</p>			Réalisé	

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
<u>Décision (I29-CS-04-P-90) Rapport de l'Exécutif national-proposition n° 2</u> Que les formulaires de notes de frais soient simplifiés pour préciser les destinataires selon les postes budgétaires.		Benoit Malo		La note de frais en ligne devrait répondre à cette attente.
<u>Décision (I29-CS-04-P-91) Rapport de l'Exécutif national-proposition n° 3</u> Que l'on améliore le site Web du SFPQ afin de le rendre plus facile d'utilisation, notamment en ajoutant des onglets en page d'accueil menant aux principaux sujets d'intérêt pour nos membres.		Patrick Audy		En cours d'analyse
<u>Décision (I29-CS-06-P-120) Rapport du Comité national de surveillance – proposition n° 2</u> Que le Comité national de surveillance analyse l'année financière 2023, ce qui n'a pas été fait à ce jour.		Comité national de surveillance		
<u>Décision (I29-CS-06-P-124) Rapport de l'Exécutif national-proposition n° 1</u> Que l'on puisse permettre aux sections de changer l'attribution des responsabilités locales directement sur <i>Mon SFPQ en ligne</i> .		Martine Duchesne		En cours d'analyse
<u>Décision (I29-CS-06-P-125) Rapport de l'Exécutif national-proposition n° 2</u> Que les sections locales puissent signifier leurs délégations à des instances nationales et régionales via <i>Mon SFPQ en ligne</i> .		Martine Duchesne		En cours d'analyse
<u>Décision (I29-CS-06-P-126) Rapport de l'Exécutif national-proposition n° 3</u> Que le SFPQ trouve une solution simple pour permettre aux sections locales de communiquer avec leurs membres, de façon rapide et autonome, par courriel.		Martine Duchesne		En cours d'analyse
<u>Décision (I29-CS-06-P-128) Rapport de l'Exécutif national-proposition n° 5</u> Que le SFPQ analyse la faisabilité d'instaurer une halte-garderie lors des instances nationales.		Martine Duchesne	Réalisé	Un sondage a été effectué à l'été 2023. Après avoir effectué une analyse exhaustive, il n'y aura pas de halte-garderie lors du Congrès 2024 et lors des autres instances nationales

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
<p><u>Décision ([29-CS-06-P-129) Rapport de l'Exécutif national-proposition n° 6</u></p> <p>Que l'on adopte le projet « Abril à vélo au siège social » qui sera financé par les revenus de placements du Fonds de défense professionnelle.</p>		Benoit Malo		Les soumissions sont entrées, le fournisseur a été choisi, il reste des travaux d'emballage du module qui doit être créé par le service des communications.
<p><u>Décision ([29-CS-06-P-130) Rapport de l'Exécutif national-proposition n° 7</u></p> <p>Que l'on adopte le projet « Campagne de sensibilisation jeune – Paddle board/kayak » qui sera financé par les revenus de placements du Fonds de défense professionnelle.</p>		Denis Landry	Réalisé	Budget respecté. En attente de confirmation versus les objectifs visés par le projet.
<p><u>Décision ([29-CS-06-P-131) Rapport de l'Exécutif national-proposition n° 8</u></p> <p>Que l'on adopte le projet « Jeu-questionnaire sur l'histoire du SFPQ et du syndicalisme » qui sera financé par les revenus de placements du Fonds de défense professionnelle.</p>		Denis Landry	En cours de création	Date de sortie prévue : juin 2025.
<p><u>Décision ([29-CS-06-P-132) Rapport de l'Exécutif national-proposition n° 9</u></p> <p>Que l'on adopte le projet « Souper-conférence femmes 2024 » avec une « vedette » qui sera financé par les revenus de placements du Fonds de défense professionnelle.</p>		Denis Landry		En préparation, l'événement est prévu le 8 mars 2024.
<p><u>Décision ([29-CS-06-P-134) Propositions provenant des Forums – proposition n° 1</u></p> <p>Que l'on modifie la composition du Forum Revenu comme suit : 3.1.1.2 – Une délégation de l'accréditation Revenu en provenance des sections locales regroupant plus de 10% du personnel accrédité à l'Agence du revenu du Québec.</p>		Patrick Audy	Réalisé	
<p><u>Décision ([29-CS-07-P-156) Procédure d'élections</u></p> <p>Que l'on procède à la mise en place d'une politique concernant les règles d'éthique établie par l'Exécutif national.</p>	Voieu	Secrétariat général		
<p><u>Décision ([29-CS-07-P-293) Statuts, chapitre IV, 3^e paragraphe</u></p> <p>Toute personne membre en règle de la section et en provenance de sa région peut poser sa candidature à l'exécutif local.</p>	Voieu	Secrétariat général		

Décisions / Orientations	Résultats attendus	Responsables	Échéance	Commentaires
<p><u>Décision ([29-CS-07-P-440) Comité des séniors</u></p> <p>Que l'Exécutif national produise une politique afin de mettre en place un comité des séniors basée sur la proposition de l'exécutif de la Région 02 – Montréal – Laval – Montérégie.</p> <p>En collaboration avec les personnes représentantes régionales politiques et techniques.</p>	Voeu	Secrétariat général		